

Résonances

Pôle ressources ville et développement social

Centre de Ressources
Politique de la Ville ouest
francilien



39 rue des bussys
95600 Eaubonne
01.34.05.17.17
contact@lepoleressources.fr

L'actu du Pôle ressources

< Vie de l'association >

DES MOUVEMENTS AU SEIN DE L'ÉQUIPE DU PÔLE RESSOURCES

Cette année 2023 voit l'équipe du Pôle ressources évoluer. L'extension territoriale d'intervention de l'association (intervenant sur le Val d'Oise depuis 25 ans) aux Hauts-de-Seine et aux Yvelines depuis 4 ans, et le renforcement de partenariats structurants (ARS Île-de-France et CAF du Val d'Oise) nécessite une équipe renforcée, s'appuyant sur une nouvelle organisation. Ainsi, elle se restructure autour d'une direction et d'une direction adjointe ; d'une assistante administrative ; de 3 chef-fes de projet thématiques, parmi lesquelles Marie Gourguillon, qui arrive le 1er mars, sur le volet éducation et cohésion sociale (en remplacement de Benoit Romero) ; d'une chargée de mission (en recrutement), portant le nombre de l'équipe à 7 salariées.

www.lepoleressources.fr/qui-sommes-nous/

RENCONTRES DÉDIÉES AUX ACTEUR-RICES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE OUEST FRANCILIEN

< Appui-Accompagnement, année 2023, ouest francilien >

UNE DÉMARCHE GLOBALE D'APPUI AUX CITÉS ÉDUCATIVES DE L'OUEST FRANCILIEN

Le Pôle ressources poursuit le travail d'appui mené auprès de cités éducatives de l'ouest francilien. En ce début d'année, cet accompagnement se traduit notamment par l'animation de temps interacteur-rices (comité technique élargi à Chanteloup-les-Vignes, rencontre des acteur-rices à Gennevilliers, Plaisir et Trappes...) ou encore par la contribution aux réflexions des troikas (organisation d'un évènement fédérateur à Sarcelles) et l'appui à la structuration des démarches d'évaluation. Il s'agit ainsi de renforcer les dynamiques de coopération à l'œuvre, de soutenir la coconstruction d'actions partagées et de contribuer à l'essaimage des pratiques.

< Groupe de travail, 9 février, 9h30-11h30, visioconférence >

RENCONTRE DES ÉQUIPES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Alors qu'un conseil interministériel des villes (CIV) se prépare, le Pôle ressources propose un nouveau temps à destination des cheff-es de projet et chargées de mission de la Politique de la ville au sein des collectivités (départements, EPCI, villes) de l'ouest francilien. Cette rencontre sera l'occasion d'échanger sur les futurs travaux de recontractualisation et de croiser les enjeux se dessinant dans les territoires, ainsi que les priorités de chacun-e pour l'année à venir.

www.lepoleressources.fr/actions/rencontre-des-equipes-plv-de-louest-francilien/

< Appui-Accompagnement année 2023 >

DES CONVENTIONS TERRITORIALES GLOBALES AVEC LA CAF DU VAL D'OISE

En 2023, le Pôle ressources initie, dans le cadre d'un partenariat nouveau avec la Caisse d'Allocations Familiales du Val d'Oise (CAF), un travail d'animation de réseau des acteur-rices des conventions territoriales globales (CTG). Celles-ci, en cours de préfiguration, seront l'occasion de favoriser les échanges entre territoires, de croiser les regards et les pratiques, de se qualifier sur différents sujets (évaluation, liens entre CTG et Politique de la ville, animation participative de réseaux et de groupes de travail...). Un nouveau défi, donc, autour de conventions visant à promouvoir et soutenir les démarches projet, le développement local et la transversalité, en lien avec le schéma départemental de service aux familles.

DES PUBLICATIONS EN LIGNE

< Publication, CRPV franciliens >

ÉVALUATION DES CONTRATS DE VILLE EN ÎLE-DE-FRANCE

Les actes du séminaire régional de la politique de la ville organisé en septembre dernier par la Préfecture de région Île-de-France et le réseau des CRPV franciliens dont le Pôle ressources, sont parus. La publication met largement en avant des enjeux d'avenir pour la politique de la ville en Île-de-France, en lien avec les travaux d'évaluation.

www.lepoleressources.fr/evaluation-des-contrats-de-ville-en-ile-de-france/



< Podcasts >

DEUX NOUVEAUX PODCASTS EN LIGNE

Le Pôle ressources met en ligne deux podcasts. Le premier traite, avec Elodie Bitsindou, doctorante en histoire de l'art et de l'architecture, de l'architecture des HLM. Le second restitue le webinaire dédié au cadre de vie dans les quartiers franciliens, partie intégrante du cycle en cours "Espaces publics et santé", proposé par le Pôle ressources et Ressources urbaines.

www.lepoleressources.fr/droit-a-un-environnement-sain-injustices-et-vecus-en-quartiers-populaires/

www.lepoleressources.fr/hlm-remarquables-experimentations-urbaines-et-heritages-de-ricardo-bofill/

National / Régional

Transition écologique

DES RESSOURCES POUR MOBILISER LES ÉLU·ES ET LES COLLECTIVITÉS LOCALES AUTOUR DES ENJEUX DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Recommandé par le Shift Project, think tank engagé en faveur d'une économie libérée de la contrainte carbone, le Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) propose des outils théoriques et méthodologiques, tels que la Boussole de la résilience ou encore la boussole de la participation, afin d'accompagner élu·es et collectivités locales dans leurs démarches de résilience et de transition écologique. Adapté à tout type de territoire (ville, intercommunalité, quartier, département, région, bassin versant, parc naturel...) ou d'organisation (collectivité, entreprise, établissement public, association), la boussole de la résilience vise notamment à sensibiliser les acteur·rices locaux et régionaux au concept de résilience, à élaborer un diagnostic de maturité du territoire, et définir des actions concrètes à mettre en œuvre.

www.cerema.fr/fr/actualites/outils-methodes-du-cerema-resilience-territoires-mis

Santé

LE RÉSEAU FRANÇAIS VILLES-SANTÉ DE L'OMS PUBLIE UNE NOTE SUR LA PRISE EN COMPTE DE LA SANTÉ MENTALE DANS LES ACTIONS DES VILLES

Le Réseau français Villes-Santé de l'OMS publie une note, intitulée « Repenser les actions de la ville au prisme de la santé mentale ». Celle-ci, coécrite avec les villes de Lille et Poitiers, vise à améliorer la prise de conscience et la reconnaissance du rôle des élu·es et des services des villes en faveur de la santé mentale. Découlant d'un groupe de réflexion sur " la santé mentale en temps

de crise sanitaire ", elle met en exergue des constats, réflexions et expériences menées par des villes sur la place de la santé mentale dans leurs politiques publiques, au travers 3 axes : l'accès aux soins en santé mentale, le soutien aux individus, et l'action en faveur d'un environnement favorable à la santé mentale.

www.villes-sante.com/

Politique de la ville

APPEL À PROJETS RÉGIONAL 2023 : CRÉDITS POLITIQUE DE LA VILLE

L'appel à projets des crédits politique de la ville porté par la préfecture de région vise à soutenir des organismes qui concourent au déploiement des chantiers prioritaires portés au niveau régional, à destination des 272 QPV franciliens. 3 priorités d'intervention s'en dégagent : l'emploi - en particulier l'insertion professionnelle des jeunes dans le cadre du plan régional pour l'insertion de la jeunesse des quartiers prioritaires - (PRIJ) ; l'éducation, avec la structuration régionale des programmes de réussite éducative et des cités éducatives ; et la culture, pour en favoriser l'accès aux personnes qui en sont les plus éloignées.

Jusqu'au 17 février 2023

www.prefectures-regions.gouv.fr/ile-de-france/Region-et-institutions/L-action-de-l-Etat/Cohesion-sociale-vie-associative-sport-et-jeunesse/Politique-de-la-ville/Appel-a-projets-regional-2023-credits-politique-de-la-ville

Ouest francilien (Hauts-de-Seine / Val d'Oise / Yvelines)

Gennevilliers

MISE EN OEUVRE DU PREMIER PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL (PAT) DES HAUTS-DE-SEINE

Le projet alimentaire territorial (PAT) de la ville de Gennevilliers est validé par la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (Driaaf) depuis l'été 2022. Pour la commune, déjà engagée sur des démarches en faveur de l'alimentation durable (boutique associative dotée de produits bio, locaux et équitables, présence de 4 AMAP...), cette labellisation constitue l'opportunité de consolider et amplifier les actions. L'objectif général vise à mieux nourrir la population et à développer des solutions locales de production et d'approvisionnement, en favorisant notamment l'accès à des produits sains et locaux pour toutes et tous - élargissement de l'offre de qualité via la mise en place de nouvelles structures et lancement d'un groupement d'achats VRAC dans les villes de Gennevilliers, Nanterre, Asnières-sur-Seine et Carrières-sur-Seine. Le PAT s'attache également à réduire le gaspillage dans les cantines ou s'équiper d'une ferme municipale bio et maraîchère.

Contact : Caroline Casas, caroline.casas@ville-gennevilliers.fr

Sarcelles

LE KIT LIMIT'S, UN OUTIL DE SENSIBILISATION POUR LUTTER CONTRE L'ENTRÉE DANS LES TRAFICS DE STUPÉFIANTS

Une expérimentation, portée par la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA), avec la ville de Sarcelles et la Préfecture du Val d'Oise, en vue de sensibiliser le jeune public aux conséquences liées à l'entrée dans les réseaux de trafics de stupéfiants, a donné lieu à la réalisation d'un kit pédagogique, complété de capsules vidéos (réalisées avec le concours de Projet 2014). Cet outil, conçu en partenariat avec l'Agence régionale de santé (ARS), l'Éducation Nationale, l'association Addiction France et le Pôle ressources, a vocation à être essaimé vers d'autres territoires, afin de permettre aux professionnel·les d'entamer des débats autour de ces questions avec des jeunes volontaires. Il propose également des ressources en matière de cadre légal ou encore des liens vers des acteur·rices de prévention.

Contacts : Marie Gourguillon, marie.gourguillon@val-doise.gouv.fr ; Guillaume Dejardin, guillaume.dejardin@lepoleressources.fr

Ouest francilien

MOUVEMENTS

- **Nadège Baptista** devient préfète déléguée pour l'égalité des chances des Hauts-de-Seine,
- **Caroline Casas** est cheffe de projet alimentation durable, ville de Gennevilliers,
- **Hélène Puddu** est directrice de la politique de la ville, ville d'Éragny,
- **Nazanin Razaghi** est chargée de mission politique de la ville, ville de Montmagny.

Fiche expérience

Bezons

SOLICYCLE : DES ATELIERS-VÉLOS SOLIDAIRES EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DU RÉEMPLOI

Portée par l'association Études et Chantiers Île-de-France, la première antenne valdoisienne de SoliCycle ouvre des opportunités d'insertion par l'activité économique aux publics accompagnés par le PLIE d'Argenteuil-Bezons, autour de la récupération et de la réparation de vélos.

Quand un enfant repart tout sourire avec son premier vélo, c'est très gratifiant pour nous et surtout nos salarié-es en insertion, se félicite **Éric Joly**, coordinateur technique de SoliCycle. Il argumente sur l'intérêt pour des structures d'insertion de s'ouvrir à l'univers des ateliers-vélos : *nos activités, allant de la collecte de vélos et de pièces détachées jusqu'à leur réparation et revente, permettent aux salarié-es de parcourir des domaines de compétences qui renforcent l'estime de soi.* Qu'il s'agisse des espaces de stockage, de réparation ou d'accueil du public, les ateliers de réparation requièrent de nombreux savoirs, savoir-faire ou savoir-être, que les salarié-es éprouvent et développent au fil du temps. Portés par l'association Études et Chantiers Île-de-France depuis 2007, les ateliers SoliCycle aspirent à développer une économie dite circulaire – basée sur la réparation et le réemploi de matériaux – en contribuant à la promotion des mobilités douces ainsi qu'à l'insertion socioprofessionnelle de publics précaires.

"L'heureux cyclage" : économie sociale du vélo

10 millions de vélos inutilisés dorment dans les caves et garages du pays. Et 1,5 million de vélos sont jetés chaque année en France. Ce qui représente une grande opportunité de réemploi, et qui motive l'origine de notre projet social, explique le coordinateur technique, qui assure le tempo des 7 ateliers solidaires que compte l'association, et tient la boucle entre les différents sites, de l'Essonne aux Hauts-de-Seine, en passant par la Seine-Saint-Denis, Paris et le Val d'Oise. À l'inverse de l'économie dite linéaire, qui produit toujours plus de déchets, l'économie circulaire, dans laquelle s'inscrit la réparation de vélos, reste moins polluante et plus adaptée à l'évolution des besoins. Ainsi, les ateliers de réparation ont vu leurs activités évoluer depuis ces 3 dernières années. Comme le confirme **Philippe Pasquiou**, responsable de l'atelier de Bezons, depuis son ouverture en 2018 : *les grèves SNCF et RATP de l'hiver 2019/2020, les vagues du COVID-19,*

le « coup de pouce » vélo-réparation de l'État ont très vite accéléré les usages du vélo ainsi que les besoins en réparation, constate l'encadrant technique, qui gère un atelier solidaire de 12 salarié-es. Implantée dans le quartier de la Tête de Pont (ex-ZUS), la première antenne valdoisienne de SoliCycle a vu son taux de fréquentation augmenter au cours de l'année 2021, à la fois du côté des adhésions (pour l'accès aux espaces d'autoréparation, après cotisation) et de la clientèle (pour les prestations de service). *En ouvrant nos activités, le niveau d'exigence que les salarié-es en insertion se sont imposés s'est renforcé : ils et elles n'avaient plus seulement à faire à de « simples adhérent-es », mais aussi à des « client-es » qui paient pour chaque prestation,* confirme **Philippe**. En partenariat avec le Plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE) d'Argenteuil-Bezons, SoliCycle s'est d'abord installé dans le quartier de la Berthie (avec l'aide du bailleur social AB-Habitat). Ensuite, un déménagement s'est effectué au cœur du quartier de la Tête de Pont, dans des locaux mis à disposition, sans charge locative, par la ville de Bezons, en attendant la réhabilitation complète de son patrimoine qui clôture la rénovation urbaine du quartier (PNRU). Bénéficiant à présent d'une entrée de ville très passante (depuis l'arrivée du tramway), et de la proximité avec le quartier d'affaires, SoliCycle voit son public, aujourd'hui en provenance de Bezons, d'Argenteuil, de Sartrouville ou de Colombes, gagner en diversité.

Boîte à outils du retour à l'emploi (durable)

Ouvert à un large public, l'atelier se conçoit comme un lieu de mixité et de participation locale, autant qu'un lieu de solidarité et d'échanges. Sa principale raison d'être consiste à ouvrir des opportunités d'insertion par l'activité économique, via des ateliers et chantiers d'insertion (financés par la Préfecture de région), qui induisent notamment un suivi individualisé avec l'accompagnatrice socioprofessionnelle (accès aux droits, cours de français, projet professionnel,

remise en selle...). Son principe d'action, inspiré de l'éducation populaire, consiste à instaurer un cadre de travail permettant la transmission de connaissances. *On aspire à ce que nos salarié-es puissent, chaque jour, à la fois transmettre et recevoir des connaissances mécaniques sur le vélo, notamment en groupes de pairs,* témoigne **Philippe**, qui veille également à la diversité dans ces équipes (ex : genre, âge). Enfin, le lieu se veut aussi un espace de mixité, où les personnes qui connaissent des problématiques de précarité ou de vulnérabilité (liées à l'âge ou au handicap), peuvent côtoyer des adhérent-es de larges horizons, comme lorsqu'un directeur de l'Oréal participe à l'atelier d'autoréparation de salarié-es, ce qui inverse la relation pédagogique, valorise et scientise leurs compétences, explique **Éric**.

Atelier-vélo : un rayonnement pluriel

Localisé en territoire de veille active, le site de Bezons contribue aussi à faciliter l'usage du vélo par les enfants et adultes aux revenus modestes résidant dans le quartier, public que SoliCycle souhaite davantage toucher. *L'enjeu consiste plus à répondre à des besoins peu lucratifs qu'à concurrencer les grandes enseignes, qui peuvent aussi se révéler des partenaires, pour notamment proposer des emplois durables à nos salarié-es,* précise le coordinateur. Les salarié-es en insertion, qui connaissent près de 70% de sorties positives (emploi ou formation) se dirigent en effet de plus en plus vers la filière vélo. Provenant d'Argenteuil ou Bezons, le plus souvent d'un quartier prioritaire, ils ou elles arrivent en majorité par l'intermédiaire de Pôle Emploi et participent progressivement à l'ensemble des activités proposées autant que possible dans l'atelier. Et, pour certain-es, des actions hors-les-murs d'autoréparation sont organisées aux pieds des gares, des quartiers d'affaires, des maisons de quartier ou centres sociaux : une autre manière tout aussi positive de se remettre en selle sur la piste du réemploi.

Contacts : **Éric Joly**, e.joly@etudesetchantiers.org ; **Philippe Pasquiou**, p.pasquiou@etudesetchantiers.org



< PODCASTS >

ON EST LÀ : UN PODCAST QUI INTERROGE SUR LA PLACE DES "MEUFS DE CITÉS"

" On est là " est une série de podcasts en plusieurs épisodes, qui vise à donner la parole à des femmes ayant grandi au sein de quartiers populaires. Lancée en octobre 2022, la série vise à déconstruire les clichés en mettant en exergue les représentations sur la " meuf de cité ". En effet, celle-ci est bien souvent dépeinte comme agressive, violente, ou encore stigmatisée voire invisible, explique, dans une introduction, la réalisatrice, Annabelle aka Aim, créatrice de contenus sur les réseaux sociaux. Les participantes abordent ainsi tour à tour les clivages sociaux à l'école, les barrières sociales, mentales qu'elles ont pu ressentir, le sexisme, les discriminations, ou encore la précarité, et partagent leurs combats et leurs victoires.

<https://podcasts.apple.com/fr/podcast/on-est-l%C3%A0/id1650590490>



< DANS LA PRESSE - DISPONIBLE AU PÔLE RESSOURCES >

- « *Le racisme nuit à la santé des populations issues des minorités* », Marie-Laure Théodule, Reporterre, 9 décembre 2023

<https://reporterre.net/Le-racisme-nuit-a-la-sante-des-populations-issues-des-minorites>

- « *Sobriété : Et si on s'inspirait de ceux et celles qui la pratiquent au quotidien ?* », Gaëtan Mangin et Alex Roy, The Conversation, 26 janvier 2023

<https://theconversation.com/sobriete-et-si-on-sinspirait-de-ceux-et-celles-qui-la-pratiquent-au-quotidien-198428>

- **Et, pour une approche quotidienne de l'actualité nationale de la Politique de la ville, le panorama de presse réalisé par le Réseau National des Centres de Ressources Politique de la ville :** <https://www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville>



< À LIRE / À VOIR >



AUX FRONTIÈRES DU LOGEMENT ORDINAIRE

Julien Damon, éd. de l'Aube, octobre 2022, 160 p

Qu'ont en commun une personne âgée dans un EHPAD, une personne handicapée dans un établissement, un sans-abri dans un foyer d'urgence, un demandeur d'asile dans un centre spécialisé ou encore un sans-papiers dans un hôtel payé par l'État ? Ils bénéficient d'un hébergement qui, s'il s'organise selon des modalités différentes, ne les place pas moins, tous, aux frontières du logement ordinaire. Quels sont ces dispositifs d'hébergement et comment s'inscrivent-ils dans la politique du logement ? Qui en sont les usagers ? Comment la crise liée au Covid-19 a-t-elle contribué à mettre en avant la gravité d'un sujet qui pouvait paraître marginal à la fin du xxe siècle ? Autant de questionnements auxquels Julien Damon apporte des réponses précises, décryptant des données souvent ardues, au cours de ce qui s'apparente à un éclairant périple dans un pan singulier de l'action publique.

https://editionsdelaube.fr/catalogue_de_livres/aux-frontieres-du-logement-ordinaire/

4ème de couv



LES ASSOCIATIONS, GARANTES DE NOS DROITS CULTURELS

Collectif, la tribune de la Fonda, n° 256, décembre 2022, 65 p

La Tribune Fonda n°256 s'intéresse aux associations culturelles, ces lieux de vie, de débats, d'échanges et de rassemblements. Les associations jouent en effet un rôle fondamental dans la garantie des droits culturels, en donnant accès à la culture institutionnelle et en faisant vivre les cultures plus subversives. Elles permettent une démocratie culturelle, en donnant à chaque citoyen la possibilité de créer, de s'exprimer et de se former. Le parti pris de ce numéro va bien au-delà des simples défis de cette démocratisation culturelle, aussi centraux et indispensables soient-ils. Il s'agit d'affirmer un droit à la culture : le droit de créer, d'accéder à la culture et d'y participer. Il ne s'agit pas d'un accès à une culture unique, mais bien d'un droit d'expression des cultures qui ne sont pas les nôtres, qu'elles nous plaisent ou pas. En cela, les associations sont riches de pratiques et d'approches, tant elles sont des lieux de vie, de débats, d'échanges, de confrontations et de rassemblements : festivals, Maisons des jeunes et de la culture (MJC), centres sociaux, troupes de théâtre ou d'arts de la rue, écoles de musique, chantiers bénévoles de restauration, centres d'art...

<https://fonda.asso.fr/tribunes/les-associations-garantes-de-nos-droits-culturels>

Extraits de l'édito